

AGENDA DES MANIFESTATIONS ORGANISÉES PAR OU EN PARTENARIAT AVEC L'IRMC 2010

✓ 7 avril 2010 (Tunis)

Journée d'étude en hommage à Claude LEVI-STRAUSS, coorganisée par le département de sociologie, Faculté des sciences humaines et sociales de Tunis et l'IRMC.

✓ 13 avril 2010 (IRMC-Tunis)

Le tourisme dans l'empire français. Politiques, pratiques et imaginaires (XIX^e-XX^e siècles)

Présentation d'ouvrage à l'IRMC par les auteurs : Colette ZYTNIKI (maître de conférence en histoire contemporaine, Université de Toulouse-Le Mirail) et Habib KAZDAGHLI (professeur d'histoire contemporaine à l'Université de la Manouba).

✓ 14 avril 2010 (IRMC -Tunis)

Le métissage alimentaire en Méditerranée
Conférence à l'IRMC de Expiracion GARCIA SANCHEZ (chercheuse à l'Ecole des études arabes (CSIC) de Grenade) et Sihem DABBABI MISSAOUI, (professeur de littérature, chercheuse à l'Université de la Manouba), organisée dans le cadre du cycle de conférences *Mobilités, cultures et identités en Méditerranée*.



✓ 16 - 17 avril (IRMC-Tunis)

Réunion de lancement du programme de recherche de l'IRMC : *Contribution par l'archive au renouveau de « l'histoire coloniale »*. *Evolution des villes sous domination française. Urbanisme, architecture, patrimoine*, sous la responsabilité de Charlotte JELIDI.

✓ 20 avril 2010 (Sfax)

Le territoire, une notion toujours pertinente ?

Conférence de Pierre SIGNOLES (Professeur de géographie, Université de Tours) organisée par l'IRMC en collaboration avec le laboratoire Syfacte

et la faculté des Lettres et sciences humaines de Sfax.

✓ 21 avril 2010 (IRMC-Tunis)

L'enseignement de l'arabe dans les écoles italiennes sous le Protectorat

Table ronde organisée dans le cadre du séminaire conjoint 2009-2010 IRMC-Musée de l'éducation : *Les manuels scolaires de l'enseignement primaire dans la Tunisie contemporaine : conception, contenus et usages*. Intervention de Leïla ADDA (historienne à ISHMN, Université de la Manouba), modérateur Habib KAZDAGHLI (historien, Université de la Manouba).

✓ 23 avril (Tunis)

Conférence de Michel CAMAU, (professeur des Universités émérite d'Aix-en-Provence). En collaboration avec le séminaire *le leadership au Maghreb*, organisé par le laboratoire Diraset (Faculté des sciences humaines et sociales de Tunis), sous la responsabilité de Mouldi LAHMAR.

✓ 30 avril 2010 (IRMC-Tunis)

Conférence de Yadh BEN ACHOUR (professeur à la Faculté des Sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis), dans le cadre du cycle de conférences *Reconfigurations religieuses. Significations et problèmes d'approche* organisé en partenariat avec le laboratoire Diraset.

✓ 6 mai 2010 (IRMC-Tunis)

Littérature et société

Journée d'étude organisée à l'IRMC, sous la responsabilité de Kaoutar HARCHI, doctorante en sociologie des oeuvres d'art, Université de Paris 3.

✓ 14 mai 2010 (IRMC-Tunis)

Les diplômés des grandes écoles au Maghreb

Conférence d'Eric GOBE (chargé de recherche à l'IREMAM) et Catherine MARRY (directrice de recherche au CNRS, Centre Maurice Halbwachs).

✓ 4 juin 2010 (IRMC-Tunis)

Les postcolonialismes, caractéristiques et orientations : présentation de l'ouvrage *L'Occident décroché*

Conférence de Jean-Loup AMSELLE, Centre d'études africaines, EHESS.

✓ 10 juin 2010 (IRMC-Tunis)

Individualisation du croire et formes de la communalisation religieuse

Conférence de Danièle HERVIEU-LEGER, directrice d'études Centre de sociologie du travail et des arts (CESTA) dans le cadre du cycle de conférences *Reconfigurations religieuses. Significations et problèmes d'approche* organisé

en partenariat avec le laboratoire Diraset.

✓ 16 juin 2010 (IRMC-Tunis)

Migrations et cultures dans la Méditerranée

Conférences de Vittorio COTESTA (Professeur à l'Université Rome 3) et de Hassan BOUBAKRI, maître de conférence, Université de Sousse organisées dans le cadre du cycle de conférences *Mobilités, cultures et identités en Méditerranée*.

✓ 18 juin 2010 (IRMC-Tunis)

L'expérience des images

Conférence de Thierry DUFRENE, professeur d'histoire de l'art contemporain Université Paris Ouest Nanterre

✓ Juin 2010 (Tunis) date à préciser

Le masculin et le féminin à travers les manuels

Table ronde organisée dans le cadre du séminaire conjoint 2009-2010 IRMC-Musée de l'éducation : *Les manuels scolaires de l'enseignement primaire dans la Tunisie contemporaine : conception, contenus et usages*. Intervention de Leïla BLILI (historienne, Université de la Manouba).

MANIFESTATIONS SOUTENUES PAR L'IRMC

✓ 15 - 17 avril 2010 Tunis (TUNISIE)

Eau, lien social et dynamiques locales
Colloque International organisé par l'Association Tunisienne de Sociologie, l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française, le Laboratoire Régions et Ressources Patrimoniales de Tunisie. Sous la responsabilité de Hassane Mouri.

✓ 28 - 30 avril 2010 (Tunis)

L'écriture historique dans le monde arabo-islamique : du récit et de la tradition au texte et au document

6ème colloque international et pluridisciplinaire organisé par Le Laboratoire du monde arabo-islamique médiéval, Faculté des sciences humaines et sociales de Tunis et avec le soutien de l'IRMC, sous la responsabilité de Radhi DAGHFOUS, directeur du laboratoire.

✓ 5-8 juillet 2010

Les représentations sociales

10ème conférence internationale organisée par la Société tunisienne de sociologie et soutenue par l'IRMC sous la responsabilité de Dorra BEN ALAYA et Tarek BELLAJ.

LES VILLES DURABLES AU MAGHREB ET EN MÉDITERRANÉE : ENJEUX SCIENTIFIQUES ET ENJEUX OPÉRATIONNELS

Pierre-Arnaud BARTHEL est géographe et urbaniste au CEDEJ du Caire où il a la responsabilité du pôle *Villes et développement durable*.

Lamia ZAKI est chercheuse en sociologie politique à l'Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain où elle est en charge du programme intitulé *Transformations de l'action publique urbaine au Maghreb*.

L'Institut de recherche sur le Maghreb contemporain (IRMC) de Tunis a organisé en partenariat scientifique avec le Centre d'études et de documentation économiques, juridiques et sociales (CEDEJ) du Caire et avec le soutien financier de la Caisse des dépôts et consignations françaises (CDC) et de l'Agence française de développement (AFD) ainsi que de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) deux journées d'étude sur les enjeux scientifiques et opérationnels des villes durables au sud et à l'est de la Méditerranée. La manifestation s'est tenue à Hammamet les 29 et 30 janvier 2010 ; elle a rassemblé quatre-vingt participants dont une trentaine d'intervenants dont les présentations ont porté sur près d'une dizaine de pays (Maroc, Algérie, Tunisie, Egypte, Liban, Syrie, Jordanie, Iran, Turquie).

Ces rencontres n'ont pas été conçues comme une nouvelle manifestation pour dissenter sur ce que pourrait, devrait ou ne devrait pas être la ville durable, avec l'idée sous-jacente qu'il existerait une « bonne » définition de la ville durable, un modèle intangible reproductible quel que soit le contexte.

L'idée de départ visait davantage à se concentrer sur une aire géographique qui n'est pas considérée comme précurseur, loin s'en faut, en termes de développement urbain durable (DUD), mais où le concept connaît aujourd'hui une diffusion accélérée notamment sous la pression de bailleurs de fonds qui conditionnent leur aide au respect de certains indicateurs et prescriptions. Le « durable » est-il pour autant vecteur d'un renouvellement des modes de faire la ville, ou observe-t-on surtout des éléments de continuité derrière le credo du changement ? Quels retours d'expériences peut-on faire de la décennie écoulée et quels enseignements en tirer tant pour les chercheurs que pour les acteurs opérationnels ?

La « ville durable » apparaît à la fois comme une notion très consensuelle (qui

peut aujourd'hui être contre ?) mais aussi comme une notion qui, en raison de son caractère multidimensionnel et très polysémique, recèle d'emblée la production de conflits d'intérêts, d'interprétations, d'objectifs... Mais en rassemblant chercheurs et professionnels de la fabrication des villes, et sans que les participants se placent ni dans l'enthousiasme débordant, ni dans le soupçon systématique par rapport à ce nouveau référentiel d'action, les journées ont tenté de mettre en débat le DUD à travers cinq ateliers et une table ronde.

Atelier 1 : Faire la preuve du durable en architecture et en urbanisme au sud de la Méditerranée : inventer son propre modèle ?

Le premier atelier a porté sur les projets d'éco-quartiers lancés ces dernières années au sud et à l'est de la Méditerranée. Il s'agissait notamment de voir si cette première génération d'opérations relève de la réimposition de modèles et de « bonnes pratiques » expérimentés au Nord ou si elle illustre au contraire l'invention de modèles spécifiques et d'un nouvel urbanisme propre au monde arabe. L'atelier s'est révélé novateur dans la mesure où il a mis en évidence la floraison insoupçonnée d'opérations qui se présentent d'ores et déjà dans le monde arabe comme de l'urbanisme « durable ».



A travers la présentation d'initiatives au Maroc et en Egypte, il a permis de montrer que le privé joue au sud de la Méditerranée un rôle d'initiateur sans doute plus fort qu'en Europe, notamment en raison de l'absence de réglementation ou de système incitatif

institutionnalisés visant la maîtrise des impacts des implantations urbaines sur l'environnement et surtout visant des exigences en matière d'emploi d'éco-technologies, de matériaux, de densité. Certains des projets présentés (notamment réalisés sur des sites naturels sensibles ou très excentrés par rapport aux centres urbains existants) ont pu apparaître, hormis leur aspect plutôt fécond de « niches expérimentales », en contradiction avec les préceptes essentiels du développement durable, même si à l'échelle des projets les économies d'énergie ont été maximisées et que l'emprise au sol a révélé une volonté d'économie du foncier.

Atelier 2 : Refaire la ville (habitat social, réhabilitation, patrimoine) et développement durable, une tautologie ?

L'atelier visait à montrer de quelle manière la notion de développement urbain durable transforme (ou pas) les politiques déjà bien rodées d'intervention dans l'informel et les tissus médinaux expérimentées dans certains pays depuis les années 1960-1970. Il a mis en évidence l'existence de quelques expériences novatrices qui intègrent la dimension sociale du développement durable, mais qui manquent parfois de portage politique (dans le cas du Maroc par exemple) ou qui s'avèrent peu cumulatives puisqu'elles peuvent soudain être remises en cause par l'Etat (cas de l'Algérie).

D'une manière générale, force est de constater à l'écoute de cet atelier une grande continuité dans les manières de faire du relogement ou de la réhabilitation dans ces pays depuis les années 1970. Certains participants ont pu ainsi (chercher à) réinterpréter sous le prisme de la ville durable des actions de réhabilitation de quartiers « spontanés » qui ont été répliquées depuis plusieurs décennies, sans que les modes de faire n'évoluent vraiment en profondeur.

Atelier 3 : Rendre possible une ville durable : changements d'échelle, outils et planification territoriale

Le troisième atelier s'est attaché à saisir le dimensionnement du développement urbain durable à l'échelle des aires urbanisées. L'épreuve pour les décideurs et professionnels consiste en effet à élaborer des instruments (planification et autres outils) permettant de dépasser les éco-

quartiers d'exception (atelier 1), les quartiers historiques patrimonialisés ou informels réhabilités (atelier 2).

Certaines initiatives d'intégration du développement urbain durable dans les politiques sectorielles et de la planification stratégique ont été présentées. L'analyse des scènes de négociation et d'apprentissage du développement urbain durable a mis en lumière un certain nombre d'innovations dans le format des rencontres, les échelles d'action et les techniques convoquées pour créer un langage commun entre acteurs (par exemple l'organisation d'un forum national sur le développement urbain en janvier 2009 au Maroc). Elle a cependant aussi montré la distance entre le discours et la mise en place de véritables stratégies mettant au centre du processus les collectivités territoriales, ainsi que l'absence de véritables moyens financiers pour la mise en œuvre des plans d'action préconisés. Enfin, l'importance des enjeux liés au foncier a été soulignée, notamment au regard des phénomènes d'étalement urbain observables dans l'ensemble des pays du sud de Méditerranée.

■ Atelier 4 : Gouvernement des villes au sud de la Méditerranée. Mise à l'agenda du durable et mutation des pratiques professionnelles

Ce quatrième atelier s'est intéressé à la mise à l'agenda du durable dans le gouvernement urbain et à la question de sa traduction opérationnelle. Portant sur la Syrie, le Maroc, la Turquie (Istanbul) et les Emirats, les présentations ont montré que le concept de développement urbain durable avait largement pénétré le champ sémantique des politiques publiques de ces pays, notamment à travers l'apparition d'un arsenal législatif de plus en plus conséquent (lois, codes, normes) et d'outils contractuels plus incitatifs (chartes, etc.). Au-delà des effets d'affichage, les contributions ont mis en évidence l'importance des contextes locaux dans la traduction des injonctions internationales.

Les présentations viennent infirmer l'idée, véhiculée par une partie de la littérature scientifique ou militante, selon laquelle le développement durable ne peut / doit se décliner que « par le bas », et constitue avant toute chose un vecteur de mobilisation sociale, un « coagulant » pour fédérer des collectifs non institutionnels. On a pu ainsi voir que le concept travaille des échelles plus larges que l'échelle locale et fait aussi l'objet d'impulsions, d'impositions, de réappropriations « par le haut », au niveau des pouvoirs centraux des régimes et participe à l'introduction de nouvelles manières de travailler.



Cependant, la mise en pratique des nouveaux discours de l'action urbaine « durable » demeure limitée et l'opérationnalisation du développement urbain durable est encore timide. Les interventions ont mis en lumière les contradictions générées par les politiques urbaines tournées vers le développement durable, les discordances et interférences entre échelles ainsi que la difficile territorialisation des politiques de DUD. Le développement durable apparaît aussi (parfois surtout) comme un registre alibi pour les pouvoirs publics. Les stratégies d'instrumentalisation politique du concept sont nombreuses, et permettent notamment d'agréger au risque de la confusion des stratégies disparates.

■ Atelier 5 : Energie, services urbains et entreprises à l'épreuve de la ville durable : la triple épreuve de la qualité, de la performance et de l'équité

Cet atelier était consacré à l'évolution des formes et des logiques de gestion de l'énergie et des services urbains dans les villes du sud et de l'est de la Méditerranée. Les intervenants se sont intéressés à la question de la gouvernance urbaine ainsi qu'aux ressorts et aux limites du processus de décentralisation lancé, notamment au Maghreb, depuis la fin des années 1980. Si la ville apparaît comme l'échelle territoriale la plus pertinente pour assurer un développement urbain efficace tout en favorisant l'intégration des populations à ce processus, on constate que les transferts de compétences concédés aux communes ne s'accompagnent la plupart du temps pas d'un transfert de moyens (financiers mais aussi humains et techniques) suffisant.

En cas d'absence de transfert de nouvelles ressources aux collectivités, deux options principales apparaissent pour faire face aux défis de la gouvernance et de la gestion urbaines : celle d'une reprise en main par l'Etat à travers des opérateurs publics ou ses services déconcentrés ; celle d'une délégation des services publics à des opérateurs privés. Concernant la gestion des déchets, mais le constat est valable pour d'autres secteurs, il apparaît cependant que

les collectivités sont insuffisamment préparées à ce partenariat avec le secteur privé et manquent souvent d'expérience pour le gérer, comme l'exemple d'Alexandrie en Egypte a pu le révéler (contrat avec Véolia).

Une table ronde a réuni de nombreux acteurs du projet Taparura à Sfax (Tunisie)

Riadh Hentati, PDG de la société Taparura, a présenté le projet, son histoire et a détaillé l'opération de sauvetage du front littoral situé juste en continuité de la médina et de la ville européenne de Sfax. En situation péri-centrale, le foncier du projet a dû être dépollué et reprofilé. A présent, l'assiette foncière est prête pour être viabilisée et lotie. L'enjeu est la reconquête de la façade maritime sur un site travaillé par l'usine d'extraction des phosphates qui a longtemps pollué le littoral. Une réarticulation de la façade sur la ville existante est en réflexion.

La table ronde a permis de réunir des consultants de renom en Tunisie : Morched Chabbi, Henda Gafsi et Jellal Abdelkafi. Tous trois ont pu présenter leur contribution à la réflexion : réflexion urbanistique, études de marché, paysagement. L'aménageur est actuellement dans une phase de réflexion intense pour engager son projet dans une démarche d'urbanisme durable, même si comme Henda Gafsi le résumait, « il est difficile de faire du DD, car il faut le faire avec des « éco-citoyens » et des « éco-gestionnaires » ». Un débat s'en est suivi permettant d'expliquer les possibles évolutions du projet et la difficulté de programmer du logement social compte tenu des investissements colossaux engagés pour dépolluer le site.

Enfin une visite de terrain du lac de Tunis (projet environnemental et projet urbain) s'est déroulée le dimanche 31 janvier 2010 avec la Société de Promotion du Lac de Tunis (SPLT)

Un exposé a été proposé par Tarek Bouguerra, directeur de l'urbanisme à la SPLT, qui a retracé la genèse et l'évolution du projet au plan des partis pris d'aménagement, depuis Hans Barreth (dans les années 1980), à Yves Lion (actuellement en cours d'étude sur la partie nord-ouest) en passant par Jellal Abdelkafi (partie est) et la surimposition du projet Tunis City Sports de l'investisseur émirati Bukhater. Naceur Ben Maïz, directeur de l'exploitation du Lac, a ensuite présenté le sauvetage écologique de la lagune et évoqué les questions de maintenance de la qualité du plan d'eau.

Pierre-Arnaud BARTHEL
Lamia ZAKI

STAGE DE TERRAIN

Gaëlle GILLOT est maître de conférence en géographie à l'Université Paris 1-Panthéon-Sorbonne et chercheuse à l'Institut d'Études du Développement Économique et Social (IEDES). Elle a été l'organisatrice et l'accompagnatrice, avec Olivier D'Hont, du stage accueilli par l'IRMC

La spécialité « développement local : acteurs et dynamiques spatiales » du Master « Etudes du développement » de l'IEDES se fonde sur des analyses pluridisciplinaires de terrain prenant en compte non seulement les aspects sociaux et économiques des situations locales mais également les réalités spatiales et anthropologiques. Un des terrains privilégiés de cette spécialité est la ville dans sa complexité et ses gradients les plus variés. Après 2 années à Istanbul, le stage collectif de terrain a cette année été organisé à Tunis, soutenu financièrement par l'IEDES et l'Isted, accueilli par l'IRMC et avec l'appui scientifique de l'ASM (Association de Sauvegarde de la Médina). Son but était d'accompagner la formation théorique par une expérience in situ en groupe et encadrée, reproduisant plus ou moins une situation professionnelle de terrain, en associant la transmission de pratiques et de savoirs grâce à des rencontres d'analystes ou d'acteurs locaux du développement invités à faire des présentations.

Le principe du terrain était fondé sur l'arpentage, cher aux géographes, et l'observation sensible de la ville. Le cadre était la médina de Tunis. Classée patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1979, la médina possède un tissu urbain traditionnel, en pleine mutation, propre à des observations extrêmement riches. 21 étudiants répartis en 5 groupes ont, durant 6 jours plein, observé, décrit, photographié, relevé et cartographié des bâtiments, des rues, des activités, des pratiques et des



ambiances propres à la médina, selon plusieurs thématiques qu'ils avaient choisies à l'issue d'une première journée de découverte libre dans la ville de Tunis : le commerce, l'alimentation, la mise en patrimoine et le tourisme, le bâti et les équipements. Leurs observations se sont fondées sur des grilles de lecture, déterminées en fonction des thématiques, par les étudiants eux-mêmes, encadrés par les enseignants accompagnateurs. Il s'agissait pour les étudiants de tirer une analyse construite des situations observées, de réaliser des typologies et de les décrire le plus justement possible, pour ensuite proposer un parcours thématique dans la médina représentatif de leurs conclusions.

Chaque soir, après les présentations de chercheurs ou d'acteurs locaux du développement invités, un débriefing s'est tenu à l'IRMC au cours duquel chaque groupe exposait aux autres les éléments les plus marquants des tissus urbains et des thématiques explorés dans la journée. Ces séances ont guidé les étudiants dans leur travail d'observation et de description, les ont entraînés à se poser des questions complémentaires sur des éléments qu'ils ne remarquaient pas, les ont obligés à préciser leur regard et leur vocabulaire, dans l'objectif de préparer la séance de restitution qui a eu lieu à Tunis face à un public de chercheurs, architectes, enseignants et étudiants qui connaissent bien la ville. Il a permis d'avoir une expérience d'observation, description et analyse d'un site qui leur était inconnu, qui les dépaysait (l'organisation d'une médina répond à des logiques différentes des villes européennes modernes et a pu provoquer chez des étudiants un sentiment de perte de repères) et permettait donc de tester et de mettre à l'épreuve leur pratique de l'observation en l'affinant et la précisant chaque jour davantage. Le positionnement de l'observateur sur le terrain, pas toujours facile à régler, l'interaction avec les personnes rencontrées et le statut de la parole recueillie ont donné lieu à des expériences très enrichissantes, inattendues et parfois très drôles pour tout le groupe, et ont donné l'opportunité de questionner la pratique de l'observation.

Le stage de terrain avait également pour objet la rencontre d'acteurs variés intervenant à des degrés divers dans l'analyse ou le développement de la ville ou du pays qui ont donné aux étudiants l'occasion d'acquérir des connaissances



finies de la situation urbaine tunisienne et de réfléchir aux pratiques de développement local et régional en Tunisie et d'une façon plus générale. A l'occasion d'une sortie dans le Golfe d'Hammamet nous avons pu nous rendre compte sur place des réalisations et des stratégies en cours en Tunisie. Les présentations complémentaires des chercheurs Leila Ammar (Ecole d'Architecture de Tunis) et Charlotte Jelidi (IRMC) respectivement sur l'évolution de la ville de Tunis et sur la ville européenne et la présentation de préparation à la sortie de terrain à Hammamet de Mohamed Hellal (Université de Monastir), ont jeté des bases solides de compréhension des enjeux liés à l'aménagement de la capitale et des régions tunisiennes. L'Association de Sauvegarde de la Médina a présenté son approche prudente de la réhabilitation des bâtiments et a été un lieu de recherche de conseils et d'informations toujours très ouvert pour nos étudiants ; l'IRMC nous a grand ouvert ses portes facilitant beaucoup les démarches sur place et offrant un cadre serein et très précieux pour les présentations de nos invités de même que pour les débriefings auxquels ont participé des chercheurs de l'Institut ; nous avons pu comprendre le point de vue de deux bailleurs de fonds importants pour le développement grâce aux présentations des stratégies en Tunisie de l'AFD d'une part et de celle de l'Union Européenne d'autre part ; la politique tunisienne de réhabilitation et de mise à niveau des réseaux des quartiers périphériques illégaux nous a été expliquée lors d'une séance très instructive organisée à l'ARRU (Agence de Rénovation et de Réhabilitation Urbaine).

Ainsi le stage collectif de terrain de la spécialité « Développement local » est désormais devenu un temps très fort de la formation dont les retombées méthodologiques, d'apprentissage et d'expérience sont extrêmement positives.

Gaëlle GILLOT